

Géorgie: avant-bilan

Description

Après onze années d'un pouvoir mal assuré, Edouard Chevardnadzé voit son mandat, qui expire en 2005, prendre des accents de fin de règne. L'heure du bilan approche et l'on peut alors mesurer les résultats du vieil apparatchik à la lumière des espoirs que son accession à la tête de l'Etat avait suscités.

Réélu en 2000 avec 74% des voix, seul homme d'Etat géorgien pouvant prétendre à exercer un semblant d'unité nationale, Edouard Chevardnadzé n'a cependant jamais réussi à faire oublier les conditions suspectes de son accession au pouvoir, dans la foulée d'un putsch d'aventuriers manipulés par le KGB. Surtout, il n'a jamais réussi, malgré ses ambitions et ses efforts, à sortir du chaos de la fin du communisme un pays pourtant favorisé par la nature.

L'habileté d'un vieux routier des affaires internationales

Edouard Chevardnadzé est appelé au pouvoir en mars 1992 par la troupe qui vient de renverser Zviad Gamsakhourdia, président élu quelques mois plus tôt, et en toute légalité, avec 87% des suffrages. Il connaît les grands défis qui lui font face: ramener la concorde civile, conserver l'unité du pays en enrayant les sécessions abkhaze et ossète, faire reconnaître la Géorgie par les Occidentaux, tout en se servant du grand frère russe dont il connaît les exigences stratégiques et les méthodes musclées.



Pour atteindre ses objectifs, Chevardnadzé a l'habileté et la compétence d'un vieux routier des affaires internationales. Chacun se souvient de la détermination et du talent qu'il a déployés en 1990, lors de la réunification allemande, en tant que ministre des Affaires étrangères de l'URSS. Il en a conservé l'amitié fidèle de James Baker et de Hans-Dietrich Genscher et espère bien en retirer des dividendes au profit de la Géorgie.

De fait, dès 1992, en un temps record si l'on considère l'instabilité du pays, le nouveau maître obtient l'admission de son pays à l'ONU et son entrée au Conseil de l'Europe. Il ne cache à aucun de ses interlocuteurs qu'il vise aussi l'accès à l'Union européenne et à l'OTAN.

La pacification intérieure est plus difficile à réaliser. A trois ou quatre reprises, la vie de Chevardnadzé est menacée. L'élimination physique de l'ancien président Zviad Gamsakhourdia, le 31 décembre 1993, ne désarme pas ses partisans. Les zviadistes se recrutent en nombre parmi les Mingréles. Cette population constitue la majorité des réfugiés

dâ??AbkhazieÂ : trois ou quatre cent mille personnes, contraintes de sâ??entasser dans les camps de la rÃ©gion de Zugdidi ou dâ??occuper les vieux complexes hÃ´teliers de Tbilissi.

Difficile pacification intÃ©rieure

Le Â«Â parti des rÃ©fugiÃ©sÂ Â» gangrÃ©ne la vie politique de la GÃ©orgie, alimentant une agitation permanente. Le mal chronique des rivalitÃ©s ethniques, ossÃ©te, abkhaze, adjare, armÃ©nienne, en garantit le renouvellement. Les Russes utilisent les minoritÃ©s contre lâ??aspiration des GÃ©orgiens Ã la souverainetÃ©.

Si le conflit ossÃ©te prend fin au prix dâ??une large autonomie consentie par la GÃ©orgie, la question abkhaze nâ??est pas rÃ©glÃ©e. Les cent mille Abkhazes, victorieux en 1993 grÃ¢ce Ã lâ??appui militaire des Russes et des autres minoritÃ©s du territoire, se sont auto-proclamÃ©s indÃ©pendants. Forts de la garantie de lâ??ONU, qui stabilise la ligne de cessez-le-feu sur le fleuve Ingouri, protÃ©gÃ©s par les forces russes de Â«Â maintien de la paixÂ Â», ils sâ??opposent Ã toute Ã©volution et, en particulier, au retour des rÃ©fugiÃ©s.

Sous la fÃ©rule du rusÃ© Aslan AbachidzÃ©, dont le nÃ©potisme sâ??inscrit dans la continuitÃ© des affaires dâ??une vieille famille qui administre le territoire en bonne relation avec les Turcs depuis plus de trois siÃ©cles, lâ??Adjarie autonome se comporte en entitÃ© indÃ©pendante. Elle prend de plus en plus ses distances avec Tbilissi, en sâ??affranchissant si nÃ©cessaire de la constitution fÃ©dÃ©rale. A la frontiÃ¨re sud, la forte minoritÃ© armÃ©nienne de DjavakhÃ©tie sâ??inquiÃ©te des vellÃ©itÃ©s gÃ©orgiennes et des menaces de dÃ©mantÃ©lement de la base militaire russe, qui apporte du travail aux populations et les rassure vis-Ã -vis des GÃ©orgiens.

Dernier point noir, lâ??encombrant dossier de la vallÃ©e de Pankisi. Zone de non-droit situÃ©e aux confins nord-est du pays, la vallÃ©e sert de refuge aux combattants tchÃ©tchÃ©nes. Cette frontiÃ¨re est le lieu de tous les trafics: armes, soutien logistique de la dissidence, drogue permettant son financement. Par complaisance ou impuissance, les autoritÃ©s gÃ©orgiennes sont longtemps restÃ©es passives. Mais les violences en TchÃ©tchÃ©nie incitent les Russes Ã traquer sans rÃ©pit les Â«Â terroristesÂ Â». Le chantage Ã lâ??intervention punitive quâ??ils exercent sur la GÃ©orgie, pour la contraindre Ã supprimer les Â«facilitÃ©sÂ» accordÃ©es aux TchÃ©tchÃ©nes, est pour ChevardnadzÃ© une humiliation nationale. En outre, lâ??ingÃ©rence met en Ã©vidence lâ??alliance tacite, au nom de lâ??anti-terrorisme, entre la Russie de Poutine et lâ??AmÃ©rique de Bush. Nul doute que le prÃ©sident, qui a toujours souhaitÃ© un engagement rÃ©solu des Etats-Unis, aurait prÃ©fÃ©rÃ© recevoir les conseillers militaires amÃ©ricains dans des circonstances plus valorisantes!

Entre ChevardnadzÃ© et la Russie, plane un Ã©vident mais indicible contentieux. Parvenu au pouvoir sous les auspices de la Russie et de ses services, exaspÃ©rÃ© par le nationalisme excessif de Gamsakhourdia, lâ??ancien ministre des Affaires Ã©trangÃ¨res de Gorbatchev a tentÃ© de sâ??Ã©manciper, notamment en refusant lâ??entrÃ©e de son pays dans la CommunautÃ© des Etats IndÃ©pendants (CEI). Mais sous lâ??effet des conflits dâ??OssÃ©tie, de la fronde zviadiste et de la dissidence abkhaze, il sâ??est finalement rÃ©signÃ© Ã une intÃ©gration peu glorieuse. La GÃ©orgie sâ??emploie dÃ©sormais Ã animer les courants dâ??opposition au sein de la CEI, demandant inlassablement le dÃ©mantÃ©lement des bases militaires russes et la fin du mandat de lâ??ONU en Abkhazie.

Bilan Ã©conomique dÃ©cevant

Le bilan économique de Chevardnadz est décevant. Dans ce pays réputé pour son agriculture^[1], les plantations de thé sont dans un triste état et le pays d'origine de la vigne mise sur des entreprises californiennes pour relancer la vinification ! La désstructuration industrielle qui a suivi la fin de l'URSS est traduite par le départ des techniciens qualifiés, la chute de la production et la hausse du chômage. La Géorgie, qui rêve au pactole pétrolier de la mer Caspienne, souffre paradoxalement d'un manque d'énergie: les habitants de Tbilissi ne bénéficient que de huit à dix heures d'électricité par jour. Les Russes peuvent ainsi utiliser la vente de gaz comme moyen de pression politique.

Emigration, trafics, contrebande, corruption, économie grise, insécurité, manifestations de colère, sont autant de répercussions de l'appauvrissement. La dette extérieure, qui avoisine les deux milliards de dollars, freine toute politique de développement. L'appui des grandes puissances occidentales, verbal plus que réel, figure parmi les grandes désillusions d'Edouard Chevardnadz. Le président géorgien comptait sur les amitiés américaine et allemande, forgées à la fin des années quatre-vingts, mais les investissements n'ont pas suivi les encouragements. En 1997, la presse géorgienne évoquait la visite d'un sénateur américain en l'affublant du titre de « Monsieur cent millions de dollars pour la démocratie » ! Les promesses engagent que ceux qui les réalisent !

Ses grands prédécesseurs envoyèrent des ambassades auprès de Charlemagne, du pape ou de Louis XIV. Edouard Chevardnadz a compris qu'il fallait miser sur l'aide occidentale. Il a fait le tour des grandes capitales, faisant la promotion de son pays. Malgré certaines déceptions, le travail a été utile. L'Union européenne apporte une aide importante au Caucase et à la Géorgie. Elle est le premier pourvoyeur d'aide humanitaire, économique et alimentaire. Le programme européen TACIS a permis d'améliorer la production agricole. Mais ce dont souffre le plus la Géorgie, c'est de la faiblesse des perspectives politiques et de l'incertitude quant à son avenir.

La chute du communisme a sorti le Caucase en général et la Géorgie en particulier du cul-de-sac dans lequel l'enfermait l'URSS. Le terrain est désormais ouvert à toutes les convoitises, à toutes les concurrences, pour le meilleur et pour le pire. Les enjeux pétroliers en sont le cœur. L'oléoduc Bakou-Soupsa^[2] est opérationnel depuis avril 1999. La Géorgie est un acteur majeur du grand jeu qui entoure la question du transport du pétrole brut de la Caspienne. Un pétrole qui cristallise les appétits et les tensions.

À la tête d'un pays coincé entre le marteau russe et l'enclume de la mondialisation occidentale, le successeur de Chevardnadz sera sans doute confronté au même défi que son prédécesseur : la difficile quête de l'unité nationale et de la souveraineté. L'ampleur de cette tâche incite à juger le bilan Chevardnadz avec une certaine indulgence.

* À Fantassin de formation, ancien cadre de l'IHEDN. A servi six mois en Abkhazie en 1997 comme adjoint du général commandant la mission d'observation de l'ONU.

[1] Il faut relire les passages très humoristiques que Nina et Jean Kéhayan consacrent à la richesse jalouse des Géorgiens, dans Rue du prolétaire rouge.

[2] Il n'est pas anodin que Soupsa-Poti, située en dehors du territoire adjare, ait été le port d'attache de Batoumi, malgré l'ancienneté des traditions portuaires de cette ville.

Photo : Edouard Chevarnadze en 1997 ([Par Robert D. Ward](#) [à???](#) [Domaine public](#))

Image not found or type unknown



[Retour en haut de page](#)

date création

01/04/2003

Champs de mots

Auteur-article : le Général (2^eS) BUTTAY*